Février 2026

LES UNS & LES AUTRES

Le journal au service du lien social

N°03



Hospice général

Aide sociale et jeunesse : entre soutien et limites

01	ÉDITO	Le mot de Marko Bandler
02	DOSSIER	Aide sociale et jeunesse : entre soutien et limites
09	ACTUALITÉ	Quand l’aide sociale reflète la précarité
11	ARTS ET CULTURE	Mode et insertion : des jeunes défilent au Passage Malbuisson
14	RÉTRO-AGENDA	Retour sur quelques événements
15	L’INVITÉ DU NUMÉRO	ACCES II ou l’accès à l’éducation pour toutes et tous
18	RENCONTRE	Nathalie & the Buvette
20	RENCONTRE	Se réinsérer après dix ans à l’aide sociale
22	RENCONTRE	Alae ou l’incroyable parcours d’une (très) jeune maman
24	SUR LES PAS DE…	De requérant d’asile à premier citoyen genevois
26	SUR LES PAS DE…	Les jeunes, les personnes migrantes & les autres
28	EN COULISSES	Centre des Avanchets : un quartier-monde au cœur de l’action sociale
30	FOCUS	Des rencontres interculturelles et intergénérationnelles
33	À TRAVERS L'OBJECTIF	Migration & enfance

Photo : Eric Roset



↑ *Marko Bandler*

Chères lectrices, chers lecteurs,

Ce troisième numéro de notre journal, *Les Uns & les Autres*, est consacré à un public régulièrement accompagné par les professionnelles et professionnels du travail social : les jeunes.

Nous comptons malheureusement chaque année de plus en plus de jeunes, âgés de 18 à 25 ans, à l'aide sociale. Cette hausse ne traduit pas forcément une augmentation de leur proportion par rapport au reste de nos bénéficiaires, mais s'explique par la croissance générale du nombre de dossiers, tous âges confondus. Rupture scolaire, désaffiliation, problèmes de santé, difficultés familiales, manque de perspectives ou encore décalage entre leurs attentes et la réalité : les raisons qui mènent les jeunes à frapper à la porte de l'Hospice général sont diverses et leurs situations sont complexes.

En parallèle, un autre phénomène inquiétant se profile : une part croissante de jeunes accompagnés par nos services ont des parents qui sont eux-mêmes soutenus par notre institution. Face à ces constats, l'Hospice général doit aujourd'hui repenser intégralement la manière d'accompagner les jeunes adultes. Qu'il s'agisse de jeunes migrants désireux de s'intégrer dans la société genevoise ou de jeunes en rupture, les défis sont multiples et nous obligent à nous réinventer sans cesse pour faire face aux besoins de cette population. Comme l'avait dit Kofi Annan : « la jeunesse est notre ressource la plus précieuse ».

Les possibilités et les solutions sont nombreuses. Une pléthore de mesures existe déjà pour (re)mobiliser les jeunes, les (ré)orienter et les aider à trouver leur voie. Je suis persuadé que chacun et chacune de ces jeunes feront leur place dans notre société. Je refuse tout fatalisme ! Entre soutien et encadrement, notre action consiste à les guider au mieux pour qu'ils renouent avec un objectif et avec l'envie de se sentir utile et de contribuer à la vie genevoise, que ce soit au travers d'une formation ou d'une intégration sociale ou professionnelle.

Bonne lecture et belle immersion dans ces pages.

Marko Bandler,
Directeur de l'Action sociale

DOSSIER

Texte : Yves Bieri, François Chamorel
et Sophie Goldschmid

Aide sociale et jeunesse : entre soutien et limites

À Genève, plusieurs dispositifs existent pour soutenir les jeunes en décrochage scolaire, social ou professionnel. De CAP Formations, qui aide les 15-25 ans à retrouver une orientation motivante, au Birdhouse, restaurant d'insertion offrant un cadre d'apprentissage concret et bienveillant, en passant par l'accompagnement mobile de l'EMASE destiné aux 18-25 ans les plus isolés, ces dispositifs poursuivent un même objectif : remettre les jeunes en mouvement. Ils constituent des passerelles vers la formation, l'autonomie et la confiance, en offrant à chacune et chacun un espace pour se reconstruire et envisager l'avenir autrement.

Photo : Niels Ackermann



Des jeunes en rupture scolaire, des jeunes fragilisés

CAP Formations est un dispositif d'accompagnement interinstitutionnel qui se base sur la méthode du *case management*[1] et qui réunit dans un même lieu le DIP[2], l'OCE[3] et l'Hospice général. Il s'adresse à des jeunes âgés entre 15 et 25 ans en décrochage scolaire. Il offre des conseils personnalisés et une orientation ciblée pour retrouver de la motivation et intégrer essentiellement une filière d'apprentissage (CFC[4] ou AFP[5]). Ses locaux sont situés dans le bâtiment de l'OFPC[6].

Aline Mazzoleni et Julia Le Normand, travailleuses sociales à l'antenne de l'Hospice général de CAP Formations, nous dévoilent les enjeux de cette entité.

Quel est le parcours d'un jeune en décrochage à CAP Formations ?

Lorsqu'un jeune décroche d'une filière de formation, il est souvent assailli par des conflits internes, confronté à des questionnements, à ses doutes, à ses angoisses quant à l'avenir. Les réponses à apporter sont alors multiples. D'où la nécessité de regrouper différents acteurs de l'insertion derrière un guichet unique.

Si le jeune ne parvient pas à construire un projet de formation réaliste et réalisable, il peut être orienté vers des structures comme Tremplin jeunes avec des psychologues conseillers en orientation pour lui permettre d'avancer dans sa réflexion.

Lorsque le projet est clairement défini, le jeune est soutenu par son conseiller en formation pour ses démarches en lien avec son projet d'insertion et différentes mesures lui sont proposées.

Quel rôle joue l'Hospice général dans ce dispositif ?

L'intervention des travailleuses sociales de l'Hospice général s'exerce sur ce que l'on appelle les freins à l'insertion, à savoir tous les problèmes personnels et contextuels diminuant les capacités du jeune à s'engager dans une voie et nécessitant une prise en charge. Ce sont principalement des problèmes de logement à la suite de lourdes tensions avec son entourage ou des problèmes de santé. Sur le plan financier, il peut s'agir de travailler sur la gestion du budget, des assurances maladie ou d'élaborer un plan de désendettement.

Photo : Magali Girardin



↑ *L'équipe de CAP Formations*

De gauche à droite : Nathalie Wilhelm, Julia Le Normand, Maria Cinzia Cusimano, Aline Mazzoleni

[1] Le *case management* est un processus de coordination et d'accompagnement personnalisé visant à aider des personnes confrontées à des situations complexes (santé, social, professionnel).
[2] DIP : Département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse
[3] OCE : Office cantonal de l'emploi
[4] CFC : Certificat fédéral de capacité
[5] AFP : Attestation fédérale de formation professionnelle
[6] OFPC : Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue

Les jeunes adultes ne sont souvent pas en mesure de dresser un bilan précis de leur situation quand ils se présentent à nous. Ils ressentent un mal-être et en attribuent la cause confusément à tel ou tel problème. Mais parfois, lorsque l'on tire sur la ficelle « logement », on déroule une pelote de problèmes allant de la santé aux conflits familiaux. Dans ce type de situation, même si le projet de formation est déjà bien cerné, il faut mettre en place un accompagnement pour répondre aux nombreux besoins « vitaux ».

La force du modèle d'intervention de l'antenne de l'Hospice général réside dans le fait que les travailleuses sociales font partie intégrante du dispositif CAP Formations depuis une dizaine d'années et collaborent directement avec les conseillères et conseillers en formation. Cette spécificité permet de trouver des solutions conjointement, autour d'une même table, au détour d'un couloir, devant le micro-ondes, etc. Ainsi, l'OFPC, l'OCE et notre institution œuvrent ensemble dans la même direction en faveur de l'insertion des jeunes adultes vers la formation.

Comment intervenir au milieu de conflits familiaux ?

Le jeune adulte est encore souvent dépendant de ses parents et l'argent, levier d'autonomie, constitue presque toujours un objet de tension à la maison. Lorsque ce sont des situations où les parents sont également pris en charge par l'Hospice général, on organise des réunions avec les parents et les travailleurs sociaux impliqués. On rappelle à chacune des deux parties, quelle part est versée pour le jeune adulte dans la prestation des parents. Nous n'avons pas le statut de médiatrices mais il est indispensable d'apaiser les tensions, car les solutions viables ne s'inventent pas en quelques jours. Par exemple, nous avons des solutions de logement de secours mais qui ne conviennent pas à tous les jeunes, car ces modèles supposent une vie en communauté et un encadrement qu'ils ne sont pas toujours prêts à affronter avec leur mal-être.

Lorsque les parents sont en emploi avec de faibles revenus ou s'il s'agit d'une famille monoparentale, nous regardons avec eux quelles assurances sociales peuvent être activées en priorité, comme les prestations complémentaires famille (PCFam) ou une prestation invalidité enfant (si un parent est éligible partiellement à l'AI) et les prestations complémentaires. Les démarches en lien avec la subsidiarité sont importantes.

Toute la complexité de l'aide à apporter et les moyens à disposition pour la réaliser nécessitent un tour d'horizon complet lors de la première rencontre et un long entretien. Il faut réussir à se faire comprendre lors de nos échanges car souvent le jeune ne connaît pas les termes administratifs, le modèle de sa couverture d'assurance et, parfois, on découvre avec surprise qu'il ne sait même pas si ses parents travaillent et où. Avec des parents dont le divorce a entraîné une rupture de contact, il faut partir à la recherche de l'un des parents. Est-il encore à Genève ? Il ne le sait pas toujours. Dans ces cas-là, nous convions volontiers un parent à l'entretien quand c'est possible.

Qu'en est-il des situations depuis le COVID-19 ?

De plus en plus de jeunes sont confrontés à des états anxieux ou dépressifs invalidants. Ils ne sont pas toujours prêts à le reconnaître, ils sont dans le déni, ce qui ne facilite pas la prise en charge rapide de leurs symptômes. Il faut parfois attendre des mois pour qu'ils reconnaissent leurs troubles. Généralement, nous réussissons tout de même à les orienter vers des structures comme Trajectoires, Move on (Trajets) ou l'UPJA[7] et nous collaborons également avec le réseau médical en général.

En quoi votre approche est-elle spécifique ?

Avec une population parfois particulièrement vulnérable, il faut faire preuve de flexibilité et d'agilité au quotidien.

Le travail en complémentarité et en collaboration avec les conseillers en formation nous permet d'adapter notre accompagnement plus finement et d'être au cœur même des discussions sur la formation professionnelle pour le public jeunes adultes de manière générale.

À CAP Formations, nous avons la chance de travailler dans ce contexte multidisciplinaire et novateur.

[7] UPJA : unité de psychiatrie du jeune adulte

CAP Formations en quelques chiffres (année scolaire 2023-2024)

1867*

jeunes ont été admis au dispositif CAP Formations (15-25 ans)

59% d'entre eux ont commencé une formation dont **81%** poursuivent leur parcours après 1 an

*dont 436 ont fait appel à l'Hospice général

Birdhouse

Depuis près de six ans, le Birdhouse, restaurant d'insertion professionnelle et sociale, propose chaque année quinze places d'apprentissage à des jeunes en rupture de liens sociaux, familiaux et scolaires. Visite de cet établissement plein de promesses.

Photo : Nora Teylouni



↑ *Maddy, jeune apprentie*

Une jeune fille s'occupe de servir cafés et pâtisseries dans le bar du rez-de-chaussée, tandis qu'une autre s'empresse de venir chercher les chariots qui serviront à ramener les plateaux vides du restaurant self-service situé en dessous. Il est bientôt 11 h, l'équipe se prépare au coup de feu de midi.

La naissance du Birdhouse

Tout a commencé avec une idée de la Fondation Apprentis d'Auteuil International (FAAI), organisme qui s'occupe d'éduquer et de former des enfants en situation de rue dans des pays à ressources limitées pour qu'ils s'en sortent et croient à nouveau en leur avenir. Installée à Genève au plus près des organisations internationales, la fondation a souhaité participer localement à la réinsertion de jeunes en rupture dans le canton. C'est ainsi qu'il y a six ans, le projet social intitulé Birdhouse est né au bas de l'immeuble de bureaux « Bird », à Blandonnet (Vernier), où se situent les locaux de la FAAI pour Genève.

Ouvert tous les midis du lundi au vendredi, le Birdhouse, qui propose par ailleurs une offre traiteur dans l'immeuble, est composé de trois espaces :

— le *Coffee corner,* qui sert boissons, pâtisseries, viennoiseries et snacks ;
— l'*Espace Saveurs*, un self-service composé de salades ou plats chauds ;
— le *Nest*, un restaurant avec service à table.

Un projet social

Le Birdhouse, qui sert en moyenne 250 couverts chaque jour, a été imaginé dès le départ avec l'objectif d'insérer socialement et professionnellement des jeunes en rupture. Parmi ceux-ci, une bonne partie est accompagnée par l'Hospice général.

Âgés de 16 à 25 ans, les apprenti-e-s sont aujourd'hui une quinzaine par volée à se former au service ou à la cuisine, soit en attestation fédérale de formation professionnelle (AFP) durant deux ans, ou en certificat fédéral de capacité (CFC) pendant trois ans. Une bonne partie des jeunes débute avec le premier diplôme pour compléter avec le second ensuite. Hormis ces formations à l'année, 25 places de stage de trois semaines permettant de découvrir cet univers sont aussi proposées pour les bénéficiaires de notre service jeunes.

Outre cet aspect d'apprentissage dans la restauration à proprement parler, il y a aussi un solide accompagnement social. L'équipe de restauration et de service est dûment formée et extrêmement bienveillante. Les jeunes sont aussi accompagnés par Steeve, éducateur intégré à Birdhouse et présent sur place toute la semaine pour les apprenti-e-s et parfois aussi pour les formatrices et formateurs : « On met à plat tous les soucis des jeunes, qu'il s'agisse de logement, de dettes ou d'autres problèmes personnels. L'idée est qu'ils se forment en parallèle. Une fois que leur vie privée est stabilisée, en général, on observe souvent un véritable décollage dans leurs capacités d'apprentissage », remarque-t-il. Le succès est bien au rendez-vous, avec un taux de réussite de 82 % des apprenti-e-s qui se présentent aux examens !

« Ce projet fonctionne grâce aux personnes qu'on nous propose, explique Steeve. Je fais beaucoup fonctionner mon réseau, mais j'invite les gens à nous contacter. Ça vaut le coup, la mesure fonctionne très bien, on voit des jeunes véritablement se transformer ! »

↓ *Steeve, éducateur*



Photo : Nora Teylouni

L'histoire de Maddy

Sa vie n'a pas toujours été simple et son parcours, parfois, semé d'embûches. Ayant grandi à Genève, elle arrête sa formation à 17 ans et décroche durant deux ans. «Je crois que j'avais besoin de faire mes bêtises de jeunesse», explique la jeune femme avec un petit sourire. À 19 ans, en conflit avec ses parents, elle décide de partir chez sa tante, à Lagos, au Portugal, pour y travailler. Là-bas, elle passe d'un petit boulot à un autre, notamment comme serveuse au restaurant «*Tasca Jota*», expérience qu'elle se remémore comme un bon souvenir.

Côté logement

De retour à Genève en 2023, ne souhaitant pas retourner au domicile familial, elle frappe à la porte de notre institution. Elle est alors hébergée chez un ami. La solution n'étant pas pérenne, elle se retrouve dans un abri PC pendant quelques jours, puis loge dans un hôtel et dans une résidence à Carouge. Après tous ces déménagements, avec l'aide de la Fondation officielle de la jeunesse, elle trouve un studio à Chêne-Bougeries, où elle réside actuellement.

Côté formation

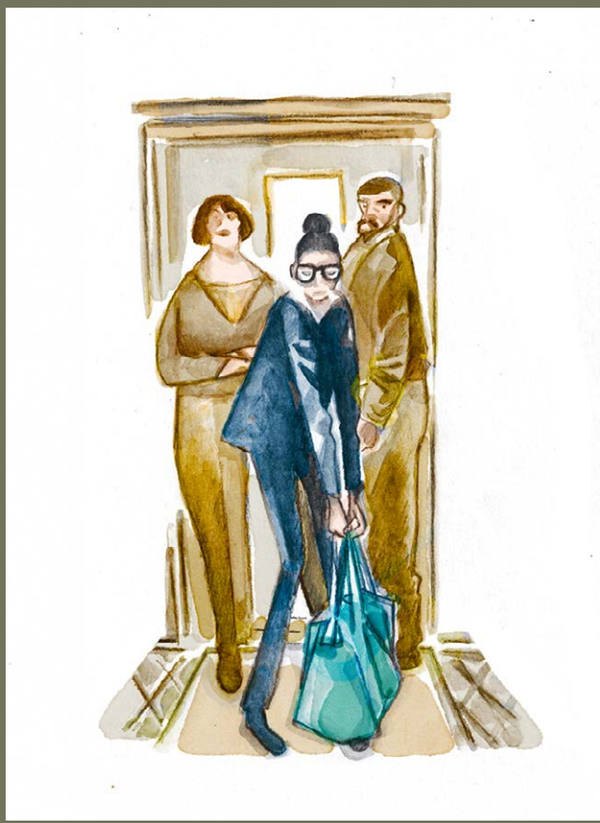
Outre ses tracas de logement, dès son retour du Portugal, elle frappe à la porte de CAP Formations. Sa conseillère lui parle rapidement du projet Birdhouse. Maddy se lance, enthousiaste, dans une attestation fédérale de formation professionnelle (AFP) d'employée en restauration : «Quand j'étais enfant, j'allais souvent chez une cousine de ma mère. Celle-ci vivait dans une petite maison à l'étage, et y tenait son restaurant au rez-de-chaussée. J'admirais les serveuses et les serveurs qui s'activaient lors de chaque repas.»

Au Birdhouse, Maddy se remet en selle, et apprend beaucoup : «Je m'entends plutôt bien avec les clients, j'aime bien le contact avec eux, mais c'est vrai que ça requiert de la patience, un excellent apprentissage pour moi.» Côté compétence de service, elle relève une anecdote amusante et instructive : «Savez-vous qu'au restaurant, on doit toujours servir l'assiette pour que la protéine soit devant le client ?» Maddy a terminé sa première année avec une bonne moyenne (4.9, chapeau bas !) et devrait achever son AFP en juin. Si elle le peut, elle poursuivra avec le Certificat fédéral de capacité (CFC). Cela lui rajouterait deux ans d'étude, mais lui offrirait ensuite davantage d'opportunités professionnelles.

Un rêve de restaurant

Lorsqu'elle se met à rêver, Maddy imagine ouvrir son propre établissement avec une garderie, pour combiner ses deux passions : la restauration et la petite enfance. Une nounou s'occuperait des enfants tandis que les parents pourraient manger tranquillement, un concept de plus en plus en vogue. «J'aime l'univers disco des années 80 à l'américaine. Dans mon idéal, le personnel servirait les clients en rollers,» conclut la jeune femme.

Illustrations : Jean-Philippe Kalonji





L'EMASE, un accompagnement mobile pour remettre les jeunes en mouvement

L'équipe mobile d'accompagnement socio-éducatif (EMASE) de l'Hospice général a été mise en place pour les jeunes de 18 à 25 ans qui se trouvent dans une situation de décrochement : isolement, abandon d'un cursus de formation, absence de projet ou de perspectives, etc. Elle propose un accompagnement social individuel afin de « remettre ces jeunes sur des rails ».

L'EMASE agit à la demande de ses collègues de l'institution ou de ses partenaires. Pour démarrer un suivi, deux conditions sont requises : une évaluation de la situation doit être faite et le jeune doit être suivi par l'Hospice général. Lorsque ces cases sont cochées, « il nous faut encore obtenir l'adhésion du jeune pour se lancer dans la démarche, sans quoi rien n'est possible », explique Julien Terrivel, responsable de l'équipe.

L'équipe, composée d'une dizaine d'éducatrices et éducateurs, s'occupe de près de 450 jeunes soutenus tant par l'Action sociale que par le dispositif d'Aide aux migrants.

↓ Julien Terrivel, responsable de l'EMASE

Photo : Nicolas Righetti



Des vécus fragilisés à accompagner

La grande particularité des jeunes migrants est qu'ils arrivent le plus souvent à Genève mineurs et seuls. Ils bénéficient d'un dispositif renforcé, spécifique aux requérants d'asile mineurs non accompagnés (RMNA), avec un éducateur-trice pour quatre jeunes[8]. Mais sitôt qu'ils atteignent la majorité civile, ils sont intégrés au dispositif classique de l'asile où l'encadrement diminue drastiquement (un travailleur social pour 45 personnes). Et, comme l'explique Julien : « Ce n'est pas parce qu'un jeune – sans sa famille et qui souffre souvent de troubles liés au parcours migratoire – atteint ses 18 ans, qu'il est armé pour affronter ce nouveau statut. » L'EMASE est là pour rattraper ceux qui décrochent avec ce suivi standard.

Pour les jeunes du cru, soutenus administrativement et financièrement, le manque de perspectives et le décrochement sont également fréquents.

Des interventions au cœur du terrain

Le travail de l'EMASE s'effectue en étroite collaboration avec le réseau social genevois. Un fort accent est mis sur la santé mentale car, indique Julien, « Les deux tiers de ces jeunes souffrent de problèmes psychiques plus ou moins handicapants pour leur intégration. »

Une des particularités de l'intervention est qu'elle se déroule principalement sur les lieux de vie des jeunes – un cadre plus sécurisant et moins formel – et non pas dans des bureaux, d'où l'appellation de « mobile ». L'objectif est de « permettre aux jeunes de s'investir dans un projet pour qu'ils soient socialement intégrés et, *in fine*, puissent devenir autonomes financièrement », précise Julien.

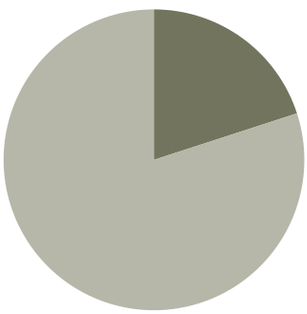
Pour y arriver, l'équipe procède par étapes. Bien souvent, la première consiste à motiver les jeunes pour qu'ils s'impliquent dans une activité : « Par exemple, le sport reste un moyen formidable de sociabilisation et permet aux jeunes de retrouver l'envie, de recréer un réseau », raconte Julien.

L'échelon suivant est fréquemment lié à la formation, ce qui leur permet d'accéder au marché de l'emploi. C'est sur ce dernier point que Julien souhaite désormais agir. « Nous devons développer nos collaborations avec les services et associations qui œuvrent dans le secteur de l'insertion professionnelle », conclut-il.

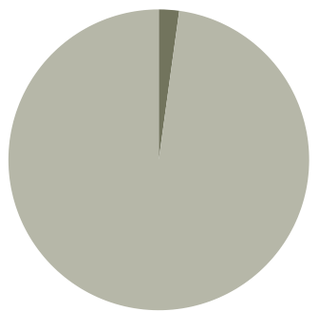
En allant à la rencontre des jeunes là où ils sont, l'EMASE leur offre bien plus qu'un accompagnement, elle leur donne une chance de se remettre en mouvement et de croire à nouveau en leur avenir.

[8] Normes d'encadrement du service d'autorisation et de surveillance des lieux de placement (SASLP)

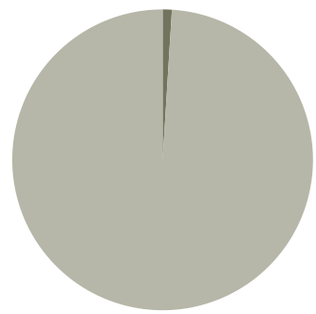
L'accompagnement des jeunes migrants en quelques chiffres



1 éducateur-trice pour **4** réfugiés mineurs non accompagnés



1 assistant-e social-e pour **45** jeunes adultes



1 gestionnaire en finance et administration pour **100** jeunes

Ressources pour les jeunes

Coup de pouce pour majeur

← Guide pratique pour les 18-25 ans

Nelson assure

← 6 vidéos sur l'assurance maladie

Scène active

← Expérimentation de la pratique du théâtre, de la vidéo, de la cuisine

Texte : Delphine Bindschaedler

Quand l'aide sociale reflète la précarité

En augmentation, le nombre de personnes suivies par l'Hospice général et les montants inscrits au budget 2026 pour l'aide sociale témoignent d'une précarité croissante dans le canton. Exploration de cette problématique et regard d'une professionnelle du travail social.

Les raisons de la hausse

Fin 2025, l'Hospice général a mandaté le bureau d'études de politique du travail et de politique sociale BASS pour mener une enquête auprès des bénéficiaires qui ont demandé l'aide sociale en 2023, 2024 et 2025 afin de mieux comprendre les trajectoires ayant précédé l'ouverture d'un dossier. Les résultats ont mis en lumière diverses causes qui permettent de cibler des actions préventives, de faire évoluer nos dispositifs d'accompagnement pour répondre encore plus efficacement aux besoins des personnes et améliorer le taux de sortie de l'aide sociale.

On relève l'existence de plusieurs facteurs structurels et conjoncturels, ne permettant pas à eux seuls d'expliquer la situation mais qui, combinés, apportent un éclairage plus complet. Tout d'abord, il y a la précarisation du travail : on constate de plus en plus d'emplois temporaires, à durée déterminée ou à temps partiel, très exposés aux ruptures et entraînant une faible sécurité de l'emploi. Ce phénomène touche surtout les personnes peu qualifiées. Les changements de vie les plus fréquemment mentionnés par les personnes interrogées sont la diminution des rentrées d'argent due en grande partie à une perte d'emploi et l'augmentation des dépenses du ménage, menant ainsi à une dégradation de leur situation financière.

Ensuite, il faut savoir que notre canton se caractérise par une série de spécificités socio-économiques. En effet, on dénombre deux fois plus de familles monoparentales que dans le reste de la Suisse. Il s'agit aussi du canton avec le plus de jeunes et celui avec le taux de certification à la fin de l'école secondaire le plus bas. Par ailleurs, c'est aussi l'un des cantons suisses avec les primes maladie et les logements les plus onéreux, sans compter l'inflation subie au cours des dernières années. En outre, les années du COVID-19 ont laissé d'immenses séquelles. Certaines personnes ont épuisé leurs ressources pendant la crise sanitaire et leur situation de fragilité perdure, même trois ans après celle-ci.

Enfin, les modifications récentes de l'assurance-invalidité (AI), combinées au système de quotas qui est appliqué, laissent de nombreuses personnes dépendantes de l'aide sociale. Souffrant souvent de sérieux problèmes de santé, ces dernières ne peuvent ni prétendre à l'AI, ni aux exigences d'un marché du travail ultra-compétitif, et se retrouvent ainsi prises dans le système de l'aide sociale durant des années.

Côté communes et partenaires

Chez nos partenaires sociaux et au sein des communes genevoises, le constat est malheureusement partagé.

À Vernier, le nombre de sollicitations a triplé entre 2021 et 2024. À Thônex, la hausse est moins marquée pour les personnes de moins de 65 ans mais a quasiment triplé pour les personnes de plus de 65 ans.

Pour les associations, l'accroissement est difficilement mesurable, mais toutes conviennent néanmoins d'une augmentation du nombre de sollicitations et d'ouverture de dossiers ces dernières années. En 2024, le Centre social protestant (CSP) de Genève a ouvert 1000 dossiers, représentant une hausse de 4 % par rapport à 2023 et 17 % de plus qu'en 2022. Du côté de Caritas Genève, on notait une augmentation de près de 40 % de l'octroi de bons pour l'accès aux Colis du Cœur en 2024.

Des conséquences inéluctables sur le budget

Concernant les coûts engendrés par l'augmentation de bénéficiaires, le résultat de l'équation ne surprend guère : davantage de bénéficiaires dans le dispositif de l'Hospice général signifie un besoin accru en travailleuses et travailleurs sociaux pour les accompagner et un budget supplémentaire pour les prestations versées aux usagères et usagers. En octobre dernier, la demande de crédit de 51.4 millions a été

refusée par la Commission des finances. Ce refus ne remet pas en cause l'obligation légale de verser les prestations dues à toute personne éligible, mais a pour conséquence de retarder la mise en œuvre de certains projets liés à l'insertion professionnelle ou aux activités de réinsertion.

Ce que montrent les chiffres

— Depuis **fin 2022**, Genève a vu une augmentation sans précédent de près de **40 %** des recours à l'aide sociale .

— Le dispositif enregistre environ **600 nouveaux dossiers par mois**, soit une **hausse de 24 %** par rapport à la moyenne annuelle de 2024.

— Le **budget 2025** alloué à l'aide sociale prévu était de **573 millions de francs**.

— Le taux de **familles monoparentales** est **deux fois supérieur** à la moyenne nationale (**10.3% à Genève** contre **4.7% en Suisse**)

L'avis d'une professionnelle du terrain

Alexandra Von Rulach, travailleuse sociale au centre d'action sociale des Bains, partage son avis sur la situation et les implications sur son métier. En préambule, elle précise qu'elle souhaite s'exprimer au nom de ses collègues car toutes et tous sont concernés par cette augmentation historique, et ce, quelle que soit leur fonction.

Comment vivez-vous l'augmentation de bénéficiaires dans votre portefeuille ?

Ce n'est pas tous les jours facile… Quand on est investie dans son travail, il est difficile d'accepter d'effectuer «moins bien» ses tâches par manque de temps et par surcharge. La charge mentale devient difficile à gérer, il m'arrive désormais d'oublier des choses, ce qui n'était pas le cas avant. Tout ceci impacte malheureusement l'estime de soi et la confiance dans son travail… J'ai aussi l'impression qu'après la campagne de communication sur la lutte contre le non-recours aux prestations, de plus en plus de personnes se présentent au guichet. Celles-ci n'ont pas forcément droit à l'aide sociale mais il faut le leur expliquer et éventuellement les orienter vers d'autres structures, ce qui est chronophage. Je suis soulagée que des mesures aient été proposées pour alléger la charge de travail des collaboratrices et collaborateurs et me réjouis que celles-ci soient véritablement mises en place.

Concrètement, comment travaillez-vous avec autant de dossiers ?

Avec un tel nombre de personnes suivies[9], je suis obligée de redéfinir les priorités. Mon objectif est de continuer à répondre rapidement aux demandes et de me rendre disponible dans la semaine pour les bénéficiaires qui me solliciteraient. Mais il est certain qu'au vu de la hausse que nous connaissons, la qualité du suivi est forcément impactée.

Selon vous, quelles solutions y a-t-il pour enrayer cet engrenage et sortir plus de personnes de l'aide sociale ?

Je ne peux pas me prononcer sur les causes exogènes qui entraînent la précarité telles que l'augmentation du coût de la vie ou des primes maladie. En revanche, concernant l'Hospice général, il faut selon moi concentrer les forces sur le terrain et affecter les bonnes ressources au bon endroit. Par exemple, le service d'insertion professionnelle se voit renforcé et je pense que c'est un très bon point.

Au-delà de la nouvelle loi qui est entrée en vigueur il y a un an, que souhaiteriez-vous mettre en place ?

L'année 2025 a principalement été consacrée aux ajustements liés à la nouvelle loi. Il est donc selon moi encore trop tôt pour établir un véritable bilan, faute de recul suffisant. Notre institution s'inscrit dans un écosystème social au sein duquel chaque structure doit assumer ses missions et agir dans son périmètre de compétences, tout en tenant compte des réalités des autres. Ce n'est que comme ça que nous parviendrons à gagner en efficacité et en fluidité, et il s'agit d'un travail de longue haleine. Il faut aussi continuer à moderniser les processus et procédures pour accélérer la cadence.

[9] Alexandra, qui travaille à 90%, est responsable de 118 dossiers, regroupant 199 personnes, au moment de l'entretien.

ARTS ET CULTURE

Texte : Jennifer Ng Chin Yue
Photos : Nicolas Righetti

Mode et insertion : des jeunes défilent au Passage Malbuisson

Il y a de la fébrilité dans l'air, celle qui précède un événement joyeux et important. Le 8 novembre dernier, une dizaine de jeunes – dont une partie est accompagnée par l'Hospice général – s'apprêtait à s'élancer dans le Passage Malbuisson pour deux défilés de mode urbains. Retour sur ce joli projet alliant mode et insertion.



Apparaître dans l'espace public

Intitulé « Apparitions », ce projet artistique et social a été initié par la plasticienne et costumière Vanessa Riera. Pour l'artiste, l'objectif principal était que « les jeunes puissent se révéler en étant fières et fiers d'être ce qu'ils sont ; je voulais les rendre visibles dans l'espace public, que la ville leur appartienne. Au début, on ne leur prête pas attention et tout à coup ils sont dans la lumière. »

Partie intégrante du projet, une campagne d'affichage – pour laquelle certains des jeunes ont servi de modèles – avait été déployée durant les deux semaines précédant la performance. Disséminées à travers la ville et sur le réseau des transports publics genevois, les affiches ne sont pas passées inaperçues : « Mes amis m'ont envoyé des photos du panneau sur lequel j'apparais. Ça m'a fait plaisir et je me suis senti fier d'être mis en avant dans l'espace public », sourit Bradlaun, participant de 23 ans.

Pour cette génération, particulièrement marquée par les mesures restrictives mises en place lors de la crise sanitaire, se montrer aux yeux des autres n'est pas toujours chose facile. « Afin de préparer les défilés, on a participé à huit ateliers cet automne. Ces moments m'ont permis de sortir de ma coquille », souligne Eva. Alixia, qui a davantage l'habitude de danser que de défiler, abonde dans son sens : « Quand on marche, il n'y a pas de geste superflu, on ne peut pas se cacher. »

Un travail sur la confiance en soi

Et pour oser se montrer, il faut une certaine dose de confiance en soi. La danseuse et chorégraphe Marthe Krummenacher a travaillé avec les jeunes durant tout l'automne : « On a fait des exercices d'écoute, de cohésion de groupe, de lâcher-prise mais aussi de confiance en soi et en les autres. L'objectif était bien sûr qu'ils soient prêts pour les défilés mais surtout que, pour ce faire, ils sortent de leur zone de confort, soient capables de traverser quelque chose qui peut être confrontant et finalement puissent se sentir fiers d'eux et de leur performance. Ce qu'on travaille dans un studio de danse peut être transposé à plus large échelle dans notre rapport à nous-mêmes et aux autres. »

La création au sens large

En plus de la chorégraphie, les dix participantes et participants, âgés entre 19 et 25 ans, ont contribué à la musique, à la scénographie et à la création de tenues originales à partir d'habits récupérés. « Le vêtement est un puissant vecteur social. Il dit beaucoup de nous », souligne Vanessa. À chaque étape, les jeunes ont été encadrés par une équipe pédagogique pluridisciplinaire. L'occasion d'apprendre au contact de professionnelles et de professionnels aguerris et de perfectionner leur démarche artistique. C'est notamment le cas de Daniel qui possède déjà sa propre marque de vêtements : « J'ai apporté mes pièces et les ai retravaillées durant les ateliers. Ce sont d'ailleurs les créations que j'ai portées lors des deux défilés. C'était super de pouvoir bénéficier des conseils de Vanessa et montrer ma collection. »

Mission accomplie

À l'issue du défilé, la fébrilité s'est envolée. Les jeunes participantes et participants comme les membres de l'équipe encadrante sont ravis. C'est aussi le cas du public venu en nombre soutenir et applaudir ces jeunes qui ont osé se confronter au regard des autres. Une belle expérience s'achève mais elle continuera sans nul doute à porter ses fruits.

> « Je me suis senti fier d'être mis en avant dans l'espace public. »
>
> *Bradlaun, participant*

« Apparitions » a été conçu en collaboration avec l'Hospice général et rendu possible grâce à des fonds privés.

↓ Défilé au Passage Malbuisson





←↓ *Défilé au Passage Malbuisson*





Retour sur quelques événements

01.10.25

Inauguration du centre des Cherpines

L'Hospice général a inauguré son nouveau centre d'hébergement collectif pour personnes migrantes en présence des autorités de la commune de Plan-les-Ouates, des partenaires et des voisins lors d'une fête avec les résidentes et résidents. Doté d'une capacité de 208 places, ce lieu héberge des personnes de nationalités diverses et aux profils variés.



Photo : Nathalie Mastail-Hirosawa

30.10.25

Journée de recrutement avec l'entreprise ISS

Toute une journée de recrutement avec l'entreprise de facility management ISS a été organisée par le service d'insertion professionnelle de notre institution. À la clé : plusieurs postes dans les domaines de l'entretien et du nettoyage de véhicules. Lors de cette journée, deux tiers des candidates et candidats ont été retenus pour différents postes et types de contrats.



Photo : ISS

20.11.25

Des jeunes activistes et enfants migrants réunis au Young Activits Summit

Quatre enfants issus de l'asile ont remis les prix aux lauréates et lauréats du Young Activists Summit (YAS) organisé à l'ONU. Chaque année, cette cérémonie récompense des jeunes qui, partout dans le monde, s'engagent pour la protection des droits humains et de l'environnement.



Photo : Antoine Tardy

25-30.11.25

Cité des métiers

L'Hospice général a tenu un stand à la Cité des métiers avec les EPI et la FASe, tous trois acteurs engagés au service de la cohésion sociale. Un événement conjoint pour faire découvrir au public la diversité des métiers qui placent l'humain au cœur de leur action. Pour ce faire, 58 collaboratrices et collaborateurs ont animé à tour de rôle le stand, allant ainsi à la rencontre des futures recrues.



Photo : Hospice général

Texte : Apolonia
Photos : Eric Roset

ACCES II ou l'accès à l'éducation pour toutes et tous

Le service de l'Accueil de l'Enseignement Secondaire II (ACCES II) est une école relevant du Département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP) qui accueille de jeunes allophones pour leur permettre de suivre une formation professionnelle ou d'intégrer une filière scolaire du 12e degré. Depuis quelques années, ce service fait face à une forte hausse du nombre d'élèves. À la rentrée 2025, ils étaient plus de 1'400, répartis dans 130 classes dans le canton.

Joël Petoud, directeur de l'ACCES II, et Elodie Foggiato, doyenne, nous ont ouvert les portes de l'établissement, dont le siège est situé à la rue Rousseau 8, afin de nous présenter le dispositif.

Qu'est-ce que l'ACCES II apporte aux jeunes migrants ?

Tout d'abord, il faut souligner que l'apprentissage du français est le point de départ pour leur formation et leur avenir professionnel. Les jeunes que nous accompagnons ont des niveaux de scolarité très variés. La majorité d'entre eux doivent acquérir les bases du français, certains sont analphabètes, tandis que d'autres maîtrisent déjà très bien la langue orale. Au-delà du français, nous offrons une mise à niveau dans les autres matières. Il est essentiel de détecter les lacunes de chacun et chacune afin de leur offrir les meilleures chances pour leur cursus. Ainsi, nous proposons des classes de différents niveaux, et dans lesquelles les élèves sont répartis en fonction de leurs aptitudes et non pas en fonction de leur lieu de résidence. C'est un peu une formation sur mesure.

Comment se déroule l'accueil des élèves ?

Les élèves doivent répondre à certains critères pour intégrer l'ACCES II. Nous les recevons au cours d'un premier entretien, qui dure entre 30 et 45 minutes, durant lequel nous prenons toutes les informations nécessaires sur leur parcours scolaire, leur niveau de français et leur situation personnelle afin de pouvoir les placer dans une classe correspondant à cette première évaluation. Cette rencontre se déroule en présence d'un ou une interprète pour répondre aux questions relatives au parcours scolaire et s'enquérir d'éventuels problèmes médicaux. Dans un second temps, nous leur faisons passer un test de mathématiques.

L'intégration de nouveaux élèves se déroule tout au long de l'année, à noter qu'un quart des élèves inscrits proviennent des classes d'accueil du cycle d'orientation.

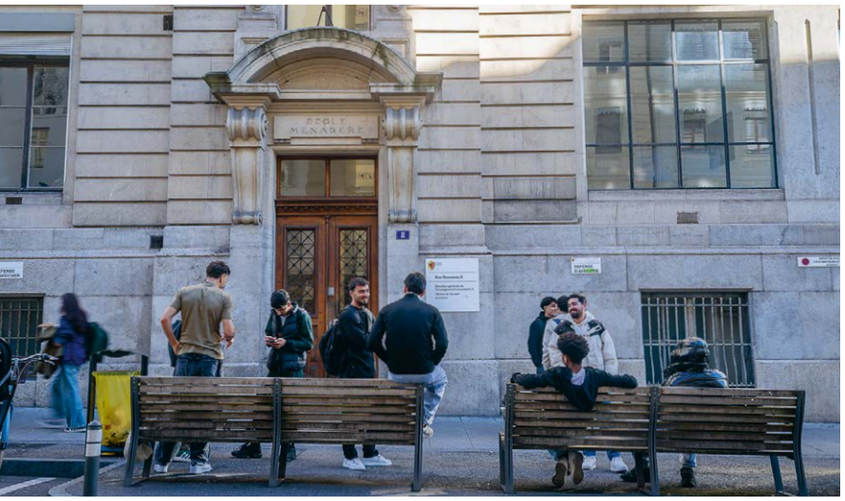
Comment sont organisées les classes ?

Le cursus s'adapte à l'élève et non l'inverse. Si quelqu'un a besoin d'un appui spécifique, on lui accorde ce soutien. Nous avons regroupé les classes en cinq secteurs afin de répondre au mieux aux besoins de tout un chacun : l'accueil scolaire, les classes d'accueil, celles d'insertion scolaire, celles d'orientation professionnelle, et enfin, celles d'insertion professionnelle.

↓ Une partie de l'équipe de direction de l'ACCES II

De gauche à droite : Raoul Caprez (doyen),
Joël Petoud (directeur), Elodie Foggiato et Séverine Deskeuvre (doyennes)





↑ *Siège de l'ACCES II*

Votre école participe également à des programmes en partenariat, notamment avec l'Hospice général. Pouvez-vous nous en dire un mot ?

Un projet nous tient particulièrement à cœur, il s'agit du programme Ulysse. Ce dernier est né du constat que certains élèves présentaient des retards cognitifs importants et ne pouvaient pas être pris en charge par l'assurance-invalidité (AI). C'est là qu'est née la passerelle Ulysse. Les élèves travaillent quatre jours dans l'entreprise PRO et suivent des cours un jour à l'ACCES II durant 10 mois. Les jeunes, âgés entre 15 et 25 ans, sont amenés à faire leurs premiers pas dans le monde professionnel. À l'issue de ces 10 mois, ils peuvent intégrer le programme Ulysse proprement dit, qui leur permet de suivre une formation pratique (FPRa) ou de se préparer au cursus visant à obtenir une attestation fédérale de formation professionnelle (AFP). Ce programme est mené en collaboration avec les entreprises de l'espace Tourbillon, qui regroupe 9 entreprises sociales.

Il existe aussi un programme d'insertion professionnelle et d'autonomisation (PIPA), qui se déroule au sein des ateliers d'Anières de l'Hospice général. En quoi consiste-t-il ?

Effectivement. L'Hospice général propose ce programme à des jeunes bénéficiaires, âgés de 20 à 28 ans, en difficulté ou en rupture scolaire et leur donne ainsi l'opportunité de se (re)lancer. Au sein des ateliers d'Anières, les élèves bénéficient d'un apport pratique (règles, sécurité, comportement) et apprennent les gestes de base de la serrurerie, de la mécanique, du travail du bois, etc. Au sein de l'ACCES II, ils se mettent à niveau dans les matières scolaires, principalement en français et en mathématiques. C'est l'assiduité qui est la vraie clé du succès dans ce programme.

Pourriez-vous partager avec nous quelques chiffres relatifs à l'intégration scolaire et professionnelle des élèves, quels sont les résultats ?

Étant donné l'importance des certifications et des diplômes sur le marché du travail actuel, nous travaillons avec de nombreux partenaires pour que nos élèves qui ne peuvent pas prétendre à un certificat fédéral de capacité (CFC) ou à une AFP puissent quand même obtenir une micro-certification.

À la fin de leur parcours à l'ACCES II, 40 % des jeunes commencent un CFC, 8 % une AFP, 46 % une formation préqualifiante et environ 6 % trouvent directement un emploi. Dans tous les cas, 99 % des élèves sont orientés pour la suite de leur parcours, que ce soit scolairement ou professionnellement.

Que deviennent les jeunes après l'ACCES II ?

Chiffres au 30 juin 2025



46%
commencent une formation préqualifiante



40%
commencent un CFC



8%
commencent une AFP



6%
trouvent un emploi

RENCONTRE

Texte : Yves Bieri
Photos : Nora Teylouni

Nathalie & the Buvette

Beaucoup de Genevoises et Genevois qui aiment flâner au centre-ville ou simplement boire un verre en terrasse, connaissent la buvette de Plainpalais qui jouxte le boulevard Georges-Favon. Depuis 13 ans, elle est tenue par Nathalie, qui accueille toujours ses clients avec un magnifique sourire. Le parcours de Nathalie n'a pas toujours été facile, mais elle a su rebondir. Cet automne, elle se lance dans un nouveau projet de restauration à vocation de formation professionnelle. Rencontre.

↓ *Marine et Nathalie, The Buvette de Plainpalais*



Une reconversion réussie

Active dans l'événementiel, Nathalie venait de fêter ses 48 ans quand la société qui l'employait a été rachetée par un groupe international. Les nouveaux propriétaires procèdent alors à une vague de licenciements et elle se retrouve sur le carreau, seule à élever sa fille de 14 ans. Elle s'inscrit au chômage.

Durant cette période, Nathalie suit diverses formations proposées par l'office cantonal de l'emploi, en particulier celle de Newstart, qui l'invite à monter un projet de reconversion professionnelle. Comme, en parallèle de ses activités, Nathalie tenait depuis longtemps un stand de crêpes lors de festivals, elle choisit de se réorienter dans le secteur de la restauration, avec pour objectif d'ouvrir une crêperie.

« Cette formation m'a beaucoup aidée. On nous a appris à être réalistes dans nos ambitions et à monter un plan financier », explique Nathalie. Elle se tourne vers les établissements gérés par la Ville de Genève car « ils sont plus accessibles financièrement et je ne pouvais pas prendre trop de risques ni n'avais les moyens de faire de gros investissements ».

Elle s'inscrit à une formation de cafetier-restaurateur, s'engage corps et âme dans son projet au point d'en oublier la révision de la loi sur l'assurance-chômage (LACI) d'avril 2011 qui a pour effet de réduire la durée de ses indemnités. Hasard de la vie : « Je me suis retrouvée en fin de droit le jour où j'envoyais mon inscription pour ma formation », raconte Nathalie.

« L'Hospice général a été un tremplin. »

Elle s'adresse alors à l'Hospice général. « C'est vraiment difficile de passer la porte d'un centre d'action sociale, mais j'étais dans une situation tellement catastrophique que je n'avais pas le choix », se souvient Nathalie. Pendant 6 mois, elle bénéficie d'un soutien financier qui lui permet de subvenir à ses besoins en terminant sa formation, puis de déposer un dossier de candidature pour la reprise de la buvette de Plainpalais.

C'est son dossier qui est retenu et Nathalie se voit remettre les clés de cet établissement, qu'elle gère depuis maintenant 13 ans et dont le contrat de bail se terminera fin 2027. « L'Hospice général a été un tremplin », explique-t-elle.

Son dossier lui permet également de reprendre de 2013 à 2018 la buvette de la patinoire éphémère de Carouge, ouverte chaque année de novembre à février.

The Buvette au cœur de Genève

The Buvette de Plainpalais est un espace où on peut déguster des crêpes, des galettes ou simplement boire un verre. C'est devenu au fil du temps un lieu incontournable du centre-ville qui compte de nombreux habitués : « Beaucoup sont devenus des amis », sourit Nathalie. Elle est ouverte du mardi au dimanche et « c'est la météo qui fait les horaires », explique la gérante. « Les meilleures saisons sont le printemps et l'automne, l'été il fait souvent trop chaud et les gens vont au bord de l'eau. »

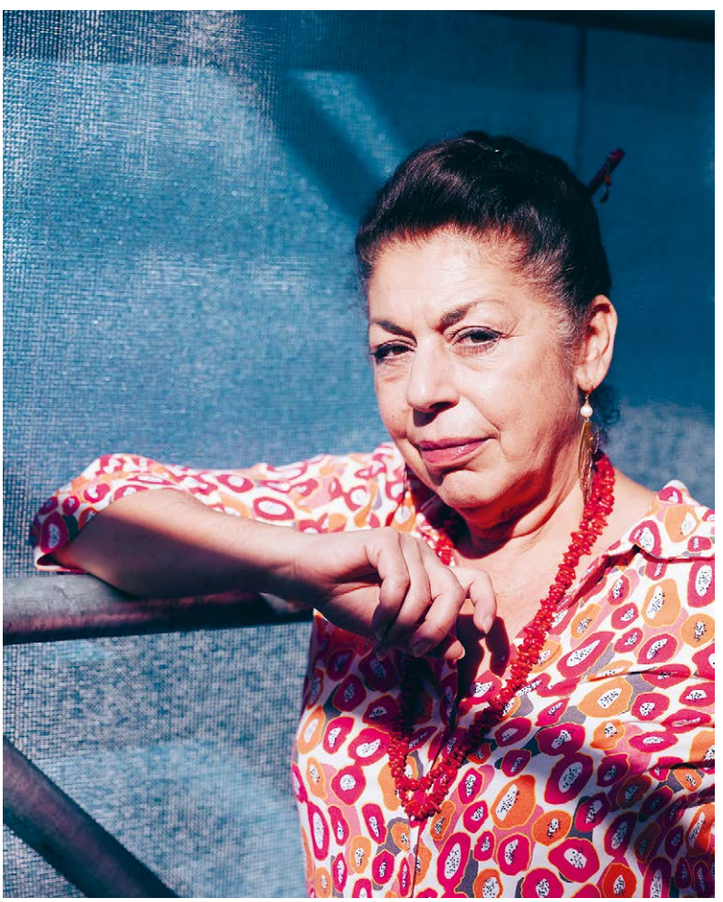
La vraie difficulté de cette aventure aura été son statut : « La durée du bail est de 5 ans et il n'est normalement pas renouvelable. C'est impossible de s'engager sur le long terme et de faire des investissements. Mais j'ai eu la chance d'avoir deux renouvellements, plus une année supplémentaire à cause du Covid. »

Une employeuse sociale

Pour travailler dans ces buvettes, Nathalie recrute une équipe : « La plupart des employés se trouvaient dans des situations difficiles. Mais cela s'est toujours très bien passé et toutes celles et tous ceux qui travaillent avec moi sont là depuis plus de 10 ans. »

Cet automne, Nathalie s'est lancée dans un nouveau projet avec la reprise du Ravy, un restaurant situé à Plan-les-Ouates : « Pour la première fois, je tiens un véritable restaurant et sans dépendre de la météo. Marine, qui travaille avec moi depuis 10 ans à la buvette de Plainpalais, me suit et on s'est organisées pour qu'elle reprenne le Ravy lorsque je partirai à la retraite. Matthieu, le cuisinier déjà en place, reste. Je souhaite que cet établissement devienne également un lieu de formation aux métiers de la restauration pour des personnes qui sont dans des situations professionnelles difficiles. » Le début d'une passionnante nouvelle aventure !

Nathalie ↓



RENCONTRE

Texte : Anne Turrettini
Photo : David Wagnieres

Se réinsérer après dix ans à l'aide sociale

Retrouver une vie professionnelle et sociale après avoir touché le fond, c'est possible. **Mario Solda**, en poste depuis trois ans en tant que gestionnaire spécialisé à l'office cantonal de la population et des migrations (OCPM), se tient aujourd'hui droit dans ses bottes. Reconnaissant envers l'État de l'avoir « nourri », selon son expression, il est heureux d'être au service de ses concitoyennes et concitoyens. Il témoigne d'un parcours de dix ans à l'aide sociale.



← *Mario Solda*

Revenons en arrière. Comment a démarré votre vie professionnelle ?

Sans inclination pour les études, j'ai quitté l'école à la fin de la scolarité obligatoire. J'ai effectué un certificat fédéral de capacité (CFC) d'employé de commerce. Je suis resté dans l'entreprise qui m'avait formé, la Bâloise, où régnait un esprit familial. Ensuite, j'ai travaillé pour un magazine d'informatique, puis j'ai rejoint une société d'assurance. Je me suis alors retrouvé dans un monde de requins. J'avais l'impression d'être dans un tunnel sans fin et je me demandais si ma vie allait être cela ; jour après jour, travailler dans un monde où tous les coups sont permis. J'ai fait un burn-out, puis développé une dépression qui a nécessité une prise en charge médicale.

Au chômage, j'avais été invité à me présenter à l'office cantonal de l'emploi (OCE) pour suivre des mesures de réinsertion professionnelle mais, comme je n'ouvrais que rarement mon courrier, je me suis rendu à la convocation avec un jour de retard. L'employée m'a dit : « Vous avez manqué la chance de votre vie ! » C'est une phrase que je n'oublierai jamais.

Que s'est-il passé ensuite ?

J'étais paniqué, je n'avais plus rien, je ne voulais pas solliciter mon père qui avait travaillé toute sa vie et à qui j'avais déjà coûté assez cher. J'ai pris contact avec le centre d'action sociale (CAS) des Eaux-Vives. J'ai tout de suite été reçu par un assistant social, M. Thierry Capt. Le contact entre nous a été facile, j'ai compris que j'allais rapidement recevoir de l'aide et cela m'a rassuré.

Comment vous êtes-vous remis en selle ?

Grâce à l'Hospice général, je suis resté assez occupé pendant les dix années durant lesquelles j'ai été suivi. Cela a sûrement été salvateur. On m'a périodiquement proposé d'effectuer des stages d'insertion, j'étais toujours partant même sans promesse d'embauche à la clé. Ma santé mentale à ce moment-là ne me permettait pas de prendre des initiatives ou d'effectuer des recherches d'emploi, mais je faisais ce que l'on me disait de faire.

J'ai travaillé dans une fondation à l'organisation d'un gala. Ça a été très rock'n roll ! Au bout d'une année, on m'a proposé de prolonger mon contrat. J'ai refusé car je ne suis vraiment pas taillé pour l'événementiel. J'ai ensuite fait un stage au Service de protection des mineurs (SPMI) : une très bonne expérience. C'est un milieu confronté à des situations humaines difficiles mais j'avais un bon contact avec les enfants.

J'ai également travaillé comme formateur au centre de formation et de développement (CEFED) de l'Hospice général pendant une année et demie en tant qu'enseignant de français. Je ne me voyais pas poursuivre dans cette voie, qui est par ailleurs assez instable. Mais tout ce que j'y ai appris dans le domaine pédagogique m'est utile aujourd'hui, notamment dans mes contacts avec le public.

Durant la crise sanitaire, j'ai travaillé comme Covid angel puis pour la ligne verte de l'Office fédéral de la santé (OFS). Gérer des personnes en colère ou des complotistes n'est pas une mince affaire, mais c'était un travail très stimulant ! J'aime me sentir utile et cela m'a permis de trouver ma place. Le médecin cantonal pour lequel j'ai travaillé brièvement m'a ensuite mis en relation avec l'OCPM. J'y suis maintenant depuis trois ans et je m'y sens à l'aise.

Quel regard portez-vous aujourd'hui sur ces dix années ?

Deux choses m'ont beaucoup aidé : les stages d'insertion professionnelle et le contact régulier avec les deux assistants sociaux qui m'ont accompagné : M. Thierry Capt puis Mme Caroline Vuillaume. J'étais fragile et le fait que l'on ne me lâche pas en pleine nature m'a beaucoup rassuré.

En parlant avec d'autres bénéficiaires de l'Hospice général, je me suis rendu compte que c'est généralement un enchaînement de circonstances qui amène les personnes à frapper à la porte de l'institution. Être à l'aide sociale ne veut pas dire que l'on n'a pas de compétences.

Je n'ai pas honte d'avoir été aidé. Sans l'Hospice général, je ne sais pas dans quel état je serais aujourd'hui et je suis heureux d'avoir à nouveau, comme tout le monde ou presque, une vie sociale et professionnelle.

« Grâce à l'Hospice général, je suis resté assez occupé pendant les dix années durant lesquelles j'ai été suivi. »

RENCONTRE

Texte : Delphine Bindschaedler
Photo : Nora Teylouni

Alae ou l'incroyable parcours d'une (très) jeune maman

Résiliente, courageuse, déterminée : ce sont les qualificatifs qui viennent à l'esprit lors d'une rencontre avec Alae, en cette après-midi d'automne ensoleillée. Son histoire force l'humilité et nous ramène à l'essentiel. Tout ce qu'on croyait difficile semble soudain dérisoire.



← *Alae*

2018, Madrid : cette jeune fille d'origine hispano-marocaine est au collège (*bachillerato*) lorsqu'elle découvre qu'elle est enceinte, âgée de tout juste 16 ans. «J'étais une enfant sur le point d'avoir une enfant », raconte-t-elle avec émoi.

Elle commence alors sa vie de parent, seule mais aidée par sa propre maman, avec les contraintes habituelles que toutes les mères connaissent : manque de sommeil, charge mentale, doutes constants… Mais elle doit aussi faire face aux particularités liées à son jeune âge : la nécessité de mûrir rapidement pour offrir une stabilité et un cadre à sa fille, les jugements et le poids du regard de ceux qui l'entourent et de la société en général.

Alors qu'elle veille à l'éveil et au développement de son bébé d'un an, elle entame des études en business administration à l'Université. Malheureusement, en 2020, elle se voit contrainte de fuir Madrid pour assurer le bien-être et la sécurité de sa fille, qui a tout juste deux ans, à cause d'un contexte familial difficile, de violences et de tensions croissantes. En contact avec des amis résidant à Genève, elle décide de se rendre sur le territoire helvétique, poussée par « la nécessité de se reconstruire et pour tenter d'offrir un meilleur avenir à sa fille ».

Mais qui dit 2020 dit aussi crise sanitaire. Ce n'est pas le meilleur moment pour bousculer ses habitudes et se créer une nouvelle vie ailleurs. Arrivée en Suisse, elle trouve refuge au foyer HUMA puis au sein d'Arabelle, un foyer d'hébergement avec crèche, où elle vit avec sa fille durant deux ans. «Je suis infiniment reconnaissante d'avoir été hébergée avec ma fille dans ces structures, qui m'ont offert un toit et dont

le personnel m'a prodigué des conseils judicieux pour avancer et m'intégrer.» Toutefois, on ne peut pas nier que «quand on élève un petit être, on s'imagine autre chose que ce cadre de vie. Ces endroits sont précieux, mais on est aussi entourées par des personnes avec certaines vulnérabilités, des dépendances, etc.».

Malgré une situation loin d'être idéale, cette jeune femme ne se laisse pas abattre : elle est prête à tout pour s'intégrer et devenir indépendante financièrement. Elle enchaîne des contrats précaires dans la restauration, le ménage et le baby-sitting. En parallèle, elle suit des cours de français, d'abord avec l'association Camarada, qui dispose d'un service de garde d'enfants pour les mères qui fréquentent le centre, puis à l'Ifage, grâce à l'aide d'une fondation.

En dépit de ses nombreuses expériences professionnelles, elle n'arrive pas à joindre les deux bouts. C'est alors qu'elle frappe à la porte de l'Hospice général où elle établit tout de suite un bon contact avec son assistante sociale. «J'y ai trouvé un accompagnement très complet et surtout humain, je me suis sentie comprise et écoutée, jamais jugée.»

Quelques mois plus tard, elle change d'assistante sociale et rencontre Manon. En anglais, un célèbre proverbe dit *It takes a village to raise a child*. «Pour moi, Manon a été ce village à elle toute seule. Elle m'a aidée et soutenue sur tous les plans, endossant tous les rôles possibles et imaginables, en agissant à la fois comme une amie, comme une conseillère, comme une professionnelle du travail social, tout en gardant la juste distance pour être efficace.» Toutes les six semaines environ, ces rencontres avec son assistante sociale remettent un peu de lumière sur son chemin et ouvrent de nouvelles portes.

L'une de ces portes s'ouvre lorsqu'elle trouve son premier appartement à Meyrin, qu'elle obtient grâce au soutien d'un garant et dans lequel elle emménage avec sa fille. Puis quelques mois plus tard, le contrat qu'elle décroche à l'Auberge des Vergers lui permet encore plus de se projeter. «Je n'oublierai jamais la bienveillance de Gabriel, mon ancien chef. Il aurait pu engager n'importe qui d'autre, quelqu'un avec une situation plus simple, régularisée. Mais non, il a décidé de croire en moi et m'a même aidée à faire ma demande de permis.»

Au terme de son contrat, elle décide de se lancer dans un apprentissage d'employée de commerce et trouve une place chez Procter & Gamble. Tout se débloque, pense-t-elle. Mais le répit est de courte durée puisque quelques mois plus tard, le garant de son appartement se rétracte, entraînant ainsi la perte de son bail. Retour à la case départ au foyer Arabelle… «Sur le moment, c'était vraiment décourageant, j'avais l'impression de faire un pas en avant professionnellement et trois en arrière avec mon cadre de vie», explique-t-elle. «Mais avec du recul, je me dis qu'il y a toujours une leçon à tirer des mésaventures. Cette expérience m'a ouvert les yeux sur le fait que je ne voulais plus jamais dépendre de quelqu'un et que mon souhait le plus cher était d'être indépendante financièrement, pour moi et pour ma fille.»

Résidant au foyer avec sa fille, elle poursuit son CFC en dual, trois jours au sein de l'entreprise et deux jours par semaine à l'école. Un rythme pour le moins intense ! En tant que multinationale, Procter & Gamble propose un programme très complet à ses apprenti-e-s : «J'ai pu développer des compétences dans trois départements différents, aussi bien dans les tâches administratives, que dans les ressources humaines et dans la gestion de voyages et événementielle.»

«Mon souhait le plus cher était d'être indépendante financièrement, pour moi et pour ma fille.»

En avril 2024, toujours au foyer, elle sollicite les conseils de Manon qui lui suggère de chercher un appartement via le soutien des communes. Une nouvelle fois, elle tente tout et s'inscrit dans toutes les communes genevoises, remplissant d'innombrables formulaires. Et cela fonctionne puisque la Ville de Lancy lui attribue un appartement, comme elle effectue son apprentissage sur cette commune. Un succès en entraînant un autre, elle obtient son précieux certificat fédéral de capacité d'employée de commerce quelques mois plus tard, en septembre 2025.

À la lecture de ces lignes, on pourrait croire que l'éducation de sa fille a représenté un défi supplémentaire dans son parcours, ce qui est le cas, mais la réalité est bien plus complexe. «Elle est à la fois ma plus grande supportrice et mon plus grand accomplissement. Dans les moments les plus difficiles, j'ai puisé ma force en elle et aujourd'hui je suis immensément fière de la petite fille qu'elle est devenue.»

Actuellement, Alae est toujours suivie par Manon, mais elle dispose de toutes les ressources nécessaires pour mener sa vie en totale indépendance : diplôme en poche, bail à son nom, des amis à Genève, de multiples compétences (5 langues à son actif et une élocution parfaite pour n'en citer que quelques-unes !) «Aujourd'hui, je ne demande qu'une chose : quitter l'Hospice général et mener ma petite vie tranquille en toute stabilité.» Alors, c'est tout ce qu'on lui souhaite, et bien plus encore !

N.B. : À l'heure où nous mettons sous presse, Alae a décroché un contrat à durée déterminée en tant que logisticienne.

SUR LES PAS DE...

Texte : Jennifer Ng Chin Yue
Photo : David Wagnières

De requérant d’asile à premier citoyen genevois

C’est un voyage dans ses souvenirs qu’**Ahmed Jama** a entrepris en revenant au centre d’hébergement collectif de Presinge. Arrivé en Suisse en 1997 en tant que requérant d’asile, ce jeune quarantenaire est, depuis juin 2025, président du Conseil municipal de la Ville de Genève. Il retrace pour nous le chemin parcouru.

↓ Ahmed Jama



Le point de départ

Des trombes d'eau s'abattent du ciel lorsqu'Ahmed Jama pénètre dans le foyer qui symbolise pour lui « le point de départ dans ce pays », dont il détient désormais la nationalité. Il n'aura d'ailleurs de cesse de le répéter tout au long de la visite. L'homme, d'origine somalienne, y a résidé de 1997 à 1998 avec sa famille. « C'est la troisième fois que je reviens en presque 30 ans. D'abord, pour montrer à ma femme où tout a commencé. Et ensuite avec mes deux plus grands enfants. Ils ont adoré l'endroit et m'ont demandé si j'avais fait de l'équitation en voyant les chevaux dans les champs avoisinants. Je leur ai répondu que je me contentais de les regarder. »

L'injustice comme moteur

Lorsqu'il pose ses valises à Genève, Ahmed est un adolescent de 13 ans, l'âge de sa fille aînée aujourd'hui. « J'ai d'abord intégré une classe d'accueil au cycle d'orientation de la Florence. » Pour se rendre à l'école, l'adolescent prend alors le bus C qui ne passe qu'une fois par heure. « Ce soir, j'ai pris la ligne 37 qui passe un peu plus souvent », sourit-il. « Je suis descendu un arrêt avant, à Presinge-Village, pour voir l'endroit où on jouait enfants. » Il poursuit : « Ça a été une période difficile mais formatrice. J'ai vécu des injustices qui ont déclenché une forme de rage à l'origine de mon engagement en politique. » Il fait notamment allusion à un épisode marquant : l'impossibilité de traverser la frontière pour participer à un camp de ski en France en raison de son permis F. « Le plus dur, c'est que mes camarades concernés (ndlr : des Somaliens et un Indien) et moi, on avait eu le temps de se réjouir et, quatre jours avant, on nous a annoncé que non seulement on ne pourrait pas skier avec le reste de la classe mais qu'on devrait quand même aller à l'école cette semaine-là. » Le soutien de Christiane, assistante sociale du lieu, l'aide alors à se remettre de cette déception. Il chaussera des skis pour la première fois dix ans plus tard en Valais. « Je n'ai pas vraiment apprécié l'expérience. Aujourd'hui, quand je vais à la montagne, je reste au chalet. », s'exclame-t-il, un sourire en coin.

Revendiquer une voix

S'il n'est pas féru de sports d'hiver, Ahmed Jama est pourtant bien suisse. Naturalisé en 2005, il occupe depuis 2007 un poste d'officier d'état civil aux Eaux-Vives : « J'enregistre tous les grands jalons de l'existence : naissances, mariages, décès. Mon travail me place au cœur de la vie des gens. » Cette envie d'accompagner ses concitoyennes et concitoyens, il la poursuit en s'engageant en politique dès 2006 avec le parti socialiste. « L'exil vous apprend à vous taire. Depuis mon adolescence, j'ai toujours questionné le système. La politique me permet de revendiquer une voix pour moi mais surtout pour celles et ceux qui n'en ont pas. » Chef de groupe, président de commission puis du Conseil municipal, Ahmed gravit rapidement les échelons, non sans persévérance.

Le poids de la représentativité

Un poids pas toujours facile à porter sur ses épaules : « C'est une grosse pression de tracer la voie. Mais en tant qu'homme noir et parent d'enfants racisés, oser prendre sa place et s'engager dans une cause sont des héritages que je souhaite leur transmettre. » Interrogé sur l'élection de Musa Kamenica, ex-requérant d'asile d'origine albanaise, à la présidence du Conseil communal de Lausanne, le politicien se réjouit : « Le cercle des premières fois est en train de se casser. C'est le signe que les temps changent et que la population commence à trouver normal de voir des personnes avec des noms différents à ce type de poste. Ce n'est pas simple mais il faut continuer malgré les obstacles qui se trouvent sur le chemin. »

Tout est possible

Ce sont cette persévérance et l'envie de se créer un avenir en Suisse qu'Ahmed Jama a mises en avant en s'adressant aux résidentes et résidents du centre d'hébergement de Presinge : « L'exil ne doit pas être un point final mais une nouvelle étape. Il ne faut pas perdre espoir. Gardez courage et restez entourés, faites entendre votre voix ! » Avant de conclure : « Quand j'ai reçu l'invitation de Iulia Hasdeu (ndlr : travailleuse sociale à Presinge), j'y ai vu un signe ; je me suis dit que les choses n'arrivaient pas par hasard. J'avais besoin de revenir à la source car, depuis que j'occupe cette nouvelle fonction au Conseil municipal, j'ai réalisé le chemin parcouru. » Une manière de montrer que tout est possible.

« J'ai vécu des injustices qui ont déclenché une forme de rage à l'origine de mon engagement en politique. »

Texte : Yves Bieri
Photo : Niels Ackermann

Les jeunes, les personnes migrantes & les autres

La cohésion sociale vue par Bruno da Silva

Vice-président de la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (FASe), Maire de Thônex et enseignant en géographie. Telles sont les trois grandes casquettes de Bruno da Silva, tout juste âgé de 30 ans. Il revient avec nous sur les 5 ans du centre d'hébergement collectif pour personnes migrantes de la Seymaz et partage avec nous son expérience et ses actions en faveur de la jeunesse.

↓ *Bruno da Silva*



La Seymaz, cinq ans déjà

Le centre d'hébergement collectif (CHC) pour personnes migrantes de la Seymaz, avec ses 350 places, a ouvert au printemps 2020, au début de la crise sanitaire. Il bénéficie d'un bail de 10 ans. La décision de son implantation a fait suite à la vague migratoire de 2015, qui a touché toute l'Europe et laissé le canton exsangue de places d'hébergement pour celles et ceux qui trouvaient refuge à Genève.

Juin 2015 : Bruno da Silva n'a pas 20 ans et entre au Conseil municipal de Thônex alors qu'il passe sa maturité. Il vivra dès lors depuis la Mairie toutes les étapes qui précèdent l'ouverture du centre.

En 2020, il est élu au Conseil administratif de Thônex tout en terminant son Master en géographie à l'Université de Genève. Il obtient la charge, entre autres, de la cohésion sociale et est donc concerné en première ligne par l'ouverture de la Seymaz: « Nous devions trouver une solution adéquate pour accueillir et intégrer cette population. Le danger aurait été qu'on ne s'implique pas et qu'on ne fasse rien », explique-t-il. « Nous avons choisi de considérer le CHC comme n'importe quel espace communal et de donner l'accès à tous les services et à toutes les prestations communales aux résidents. Et puis, comme relais avec les personnes migrantes, ou pour des actions spécifiques qui leur sont destinées, nous avons décidé de soutenir et de collaborer avec l'association 3ChêneAccueil. »

Quel bilan tirer après ces cinq premières années ? « Tout s'est vraiment bien passé et humainement cela a été très fort de rencontrer ces personnes avec leurs parcours si riches qu'ils acceptent souvent de partager », raconte Bruno da Silva. Il se rend régulièrement à la Seymaz pour rencontrer les résidentes et résidents et y a organisé une séance de la Commission sociale de Thônex, avec une visite des bâtiments. Cela lui a permis de « montrer à mes collègues ces logements de luxe pour personnes migrantes », raconte-t-il en souriant. Car, comme il l'explique, « ces appartements bien que de qualité, très propres et fonctionnels, n'ont rien du haut standing décrié par certains détracteurs de l'aide aux réfugiés. Ils garantissent l'essentiel : la dignité des gens ». Aujourd'hui, Bruno da Silva aimerait poursuivre ce décloisonnement en y emmenant la nouvelle commission pour une séance.

En effet, la migration et l'intégration sont des sujets qui sont au cœur de son histoire : « Mes parents sont arrivés du Portugal en 1990. Mon père était saisonnier et ma mère employée de maison et concierge. J'ai été confronté jeune, en famille, à l'initiative de l'UDC pour le renvoi des étrangers criminels. Mes parents découvraient le risque d'expulsion et moi, le sentiment de bouc-émissaire lié au seul fait d'être étranger. » C'est cet épisode qui a suscité sa vocation pour l'action publique.

Concernant la collaboration avec l'Hospice général, qui gère le centre, Bruno da Silva exprime sa satisfaction : « Nous avons une très bonne relation avec l'institution, qui a tenu ses engagements sur l'accompagnement et l'intégration des résidents du centre. »

Agir avec et pour les jeunes

Il faut dire qu'il connaît bien l'Hospice général puisqu'il a siégé à son Conseil d'administration entre 2021 et 2023. Un mandat qu'il quitte avant son terme car il a eu l'opportunité d'entrer au conseil de fondation de la FASe dont l'action touche de près certaines problématiques thônésiennes. En effet, ces dernières années la commune a été confrontée à de nombreuses difficultés avec les jeunes du quartier, et la FASe a pour mission d'agir pour et avec les jeunes, afin de favoriser et de renforcer la cohésion sociale : « Avec ce mandat, je peux suivre des enjeux concrets qui touchent aussi ma commune et engager des actions pour améliorer la situation ».

> « Ma situation d'origine et mon âge me permettent de comprendre leurs difficultés, d'établir plus facilement le contact et de discuter avec eux. »

Comprendre, discuter et agir. C'est aussi dans ce sens que Bruno da Silva a obtenu l'ajout de la sécurité à son dicastère, en 2025, pour son second mandat au Conseil administratif de Thônex : « Il n'y a pas de cohésion sociale sans sécurité, et inversement. Ce sont deux aspects qui permettent de bien vivre ensemble », explique-t-il. Il poursuit : « Mais je ne pense pas qu'une politique répressive isolée puisse fonctionner. Il faut faire beaucoup de prévention et nous nous sommes donné les moyens d'agir avec un service social renforcé. De mon côté, je vais également à la rencontre des jeunes du quartier. Ma situation d'origine et mon âge me permettent de comprendre leurs difficultés, d'établir plus facilement le contact et de discuter avec eux. »

Car finalement, du centre de la Seymaz aux rues de Thônex, d'un EMS à une association de quartier, Bruno da Silva rappelle : « Ce que j'aime le plus, c'est rencontrer les gens et échanger avec eux. C'est mon principal moteur dans mon travail, quelle que soit ma casquette ! »

Texte : Dino Belometti
Photos : Eric Roset

Centre des Avanchets : un quartier-monde au cœur de l'action sociale



← *Un quartier vibrant*

Aux Avanchets, les façades des immeubles jouxtent les cours d'école. Le mélange des générations, les rires et parfois les cris des enfants rappellent que ce quartier est vivant et qu'il regorge de liens multiples. La mixité culturelle et sociale se vit ici au quotidien, au rythme de celles et ceux qui y habitent, étudient ou travaillent.



← *Apprentissage et transmission*

Chloé, travailleuse sociale au CAS des Avanchets (à droite), accompagne Laura, stagiaire HES (à gauche), dans sa formation. Au-delà de la technique, c'est aussi un partage d'expérience et une écoute mutuelle : un apprentissage vivant où se transmettent à la fois les savoirs professionnels et l'esprit d'équipe qui anime le travail social.

Les coulisses du quotidien

Au centre d'action sociale (CAS) des Avanchets, la routine n'existe pas. Ici, chaque jour apporte son lot de scènes singulières qui rappellent à quel point l'accompagnement social est une aventure humaine.

Une fois, une bénéficiaire est arrivée avec plusieurs sacs débordant de paperasse accumulée depuis des années : avant même de pouvoir l'orienter, il a fallu endosser le rôle d'archiviste pour démêler ce passé administratif.

Un autre jour, c'est au détour d'une rencontre informelle dans le quartier qu'un bénéficiaire a trouvé la confiance nécessaire pour franchir, quelques semaines plus tard, la porte du CAS.

Parfois, ce sont de jeunes adultes que l'on suit qui découvrent que leurs propres parents sont déjà accompagnés par l'institution, soulignant la dimension intergénérationnelle de la précarité.

Et il arrive aussi que d'anciens bénéficiaires, une fois sortis de l'aide sociale, reviennent proposer leur temps comme bénévoles. Ces élans solidaires, inattendus mais précieux, donnent tout leur sens à la mission de l'Hospice général.

Les Avanchets : un quartier laboratoire

Implanté au cœur d'un ensemble architectural unique, le CAS des Avanchets s'inscrit dans un écosystème social et culturel d'une rare densité.

Le quartier, véritable mosaïque genevoise, conjugue diversité des origines, pluralité des parcours et proximité des relations. L'urbanisme joue ici un rôle central : au détour de la place principale, dans les commerces ou les espaces publics, les collaboratrices et collaborateurs du CAS croisent quotidiennement celles et ceux qu'ils accompagnent. Cette proximité alimente le lien humain, mais elle exige aussi une vigilance constante pour maintenir la juste distance professionnelle.

Les enjeux du secteur sont particulièrement marqués : familles monoparentales nombreuses, situations d'endettement chronique, accès au logement limité, jeunes adultes fragilisés dans leur insertion. À cela s'ajoute, depuis l'année dernière, la mise en œuvre exigeante de la nouvelle loi sur l'aide sociale et la lutte contre la précarité (LASLP), qui oblige à conjuguer rigueur institutionnelle et humanité.

Dans ce contexte, le CAS des Avanchets agit comme un véritable pont entre les bénéficiaires et les acteurs du quartier – écoles, associations, commune, services de santé – en incarnant une action sociale de proximité : ferme sur le cadre, mais profondément humaine dans la relation.

Une équipe de rugby sociale

Aux Avanchets, la métaphore sportive prend tout son sens : l'action sociale s'y vit comme une mêlée. C'est le collectif qui prime, et chacune et chacun a son rôle à jouer pour avancer malgré les plaquages du quotidien.

— Les avants : Élodie, Geoffrey, Chloé, Gina, Anne-Françoise, Renata et Léana, travailleuses sociales et travailleurs sociaux. En première ligne, elles et ils portent le ballon au contact, mètre après mètre, au plus près des bénéficiaires.

— La charnière : Kadri et Mathias, gestionnaires financiers et administratifs, véritables demis de mêlée. Ils organisent le jeu, donnent le tempo et transforment des situations administratives bloquées en opportunités concrètes.

— Les ailières : Corinne, Cristina et Luisa, chargées d'accueil. Rapides et réactives, elles interceptent les demandes, réorientent avec chaleur et fluidité, et donnent au collectif la vitesse nécessaire.

— La jeune recrue : Laura, stagiaire HES depuis août 2025, qui observe, apprend les combinaisons et prépare déjà les passes de demain.

Cette équipe soudée avance ensemble, se relève après chaque coup dur et sait transformer les essais là où on ne les attend pas. Aux Avanchets, l'esprit d'équipe n'est pas un slogan : c'est une stratégie de terrain, la clé pour transformer la précarité en espoir.



↑ *Les dédales administratifs*

Cette photo illustre parfaitement l'importance du rôle de gestionnaire financier et administratif (GFA). On y voit Kadri (à droite), attentif et à l'écoute, accompagner une bénéficiaire dans ses démarches. Le travail du GFA est essentiel pour aider les personnes à traverser les dédales administratifs et à obtenir les prestations auxquelles elles ont droit. C'est un soutien précieux qui rend l'action sociale plus concrète et accessible au quotidien.

FOCUS

Texte : Jennifer Ng Chin Yue
Photos : Nicolas Righetti

Des rencontres interculturelles et intergénérationnelles

Comment sortir de l’isolement pour les uns et s’intégrer à Genève pour les autres

Badia Sghiour, responsable des animations à l'EMS Stella, et Patrick Olivas, assistant socio-éducatif à l’Hospice général, sont d’anciens collègues. Ce printemps, grâce à un heureux concours de circonstances, ils ont organisé un goûter destiné aux populations dont ils s’occupent respectivement : des personnes âgées et des hommes seuls issus de l’asile. Véritable moment d’échange et de partage, cette rencontre a été suivie un mois plus tard par une sortie au bord du lac. Pour la troisième activité qui a eu lieu lors d’un bel après-midi d’automne, nous nous retrouvons à l’EMS Stella. Au programme : un atelier de cuisine syrienne.



↑ *Patrick et Badia*

Des résidentes de l'EMS Stella et de jeunes réfugiés syriens en pleine découpe de légumes ↓



Six jeunes hommes récemment arrivés à Genève et six seniors prennent part à l'activité du jour. C'est Mohamed, qui travaillait en tant que chef cuisinier à Kameshli, au nord-est de la Syrie, qui a concocté le menu : des *chich taouk* (brochettes de poulet) accompagnées de *fattoush* (salade composée de laitue, tomates, oignons et sumac) et de riz safrané. « Je suis un peu stressé mais en même temps je suis très content de pouvoir faire découvrir les spécialités de mon pays », déclare le jeune homme de 20 ans avec un sourire. L'ambiance est joyeuse et conviviale. Chacun enfile son tablier et les jeunes revêtent même une toque. Pendant que Mohamed mène les opérations, ses amis distribuent les ustensiles et les ingrédients aux résidentes et résidents de Stella. Tac tac tac, les participantes et participants saisissent leur couteau et commencent à découper les légumes.

Rosa, qui porte à merveille ses presque 104 ans, fait équipe avec Amer, le benjamin du groupe âgé de 19 ans. Arrivé à Genève il y a à peine un mois, il ne maîtrise pas encore le français. Mais malgré la barrière linguistique et culturelle, le courant passe bien entre ces deux-là. « Moi non plus, je ne suis pas d'ici. Je viens d'Uri en Suisse centrale », chuchote la vigoureuse centenaire. Lorsqu'on lui fait remarquer qu'ils ont plus de 80 ans d'écart, Rosa s'esclaffe : « C'est dommage, on ne peut pas se marier. » Par l'entremise de Badia, qui s'est improvisée interprète pour l'occasion, Amer s'exclame : « Ma grand-mère a seulement 70 ans mais trois fois moins d'énergie que Rosa. » Ravie, la doyenne de l'EMS nous livre le secret de sa longévité : prendre la vie comme elle vient, sans trop réfléchir.

À une autre table, Carlos est en pleine conversation avec Hasan. L'octogénaire a autrefois parcouru le monde en raison de son métier d'ingénieur pétrolier et s'exprime très bien en anglais. Il déclare l'air grave : « We are all humans, brothers and sisters. » Même s'il ne comprend visiblement pas tout, Hasan lui prête une grande attention : « C'est important d'écouter nos aînés. Par respect et aussi parce qu'ils ont toujours quelque chose à nous apprendre. » Hossam, 23 ans, abonde : « Dans notre culture, on a un respect énorme pour les personnes âgées. Si ma grand-mère me demande de faire quelque chose, je ne discute pas, je le fais direct. »

Si la communication n'est pas toujours aisée, les participantes et participants parviennent à briser la glace et à se faire comprendre par des gestes simples et des sourires. « Certaines des personnes présentes aujourd'hui se sont déjà rencontrées », explique Patrick, à l'origine de cette initiative. Ahmed a notamment participé à toutes nos activités « Avec Badia, notre objectif est de créer un groupe pérenne afin que des liens plus durables puissent se tisser entre les gens. On assiste toujours à des échanges touchants et chaleureux. » Comme pour confirmer son propos, Dalil, jeune Syrien de 22 ans, s'approche de Vitale et Maria, deux résidentes. Il dégaine son téléphone et s'écrie « Vous êtes des stars ! » en leur montrant une publication que l'Hospice général a diffusée cet été sur Instagram. Il s'agit de photos de la balade au bord du lac qui a suscité de très nombreuses réactions positives en ligne.



↑ *Un joli moment de complicité entre Rosa, la doyenne, et Amer, le benjamin du groupe*

L'atelier touche à sa fin, mais il n'est pas encore l'heure de se dire au revoir. Les plus jeunes s'affairent au nettoyage pendant que le poulet et le riz cuisent. À 18h, toutes et tous s'attablent pour partager le repas préparé ensemble. C'est l'occasion de goûter les saveurs d'une cuisine jusqu'ici inconnue pour certaines. L'une des participantes souligne la qualité des mets et se ressert même plusieurs fois du dessert, soucieuse d'« honorer et de respecter les invités », dit-elle.

D'un côté comme de l'autre, les retours positifs sont unanimes : « Plusieurs bénéficiaires m'ont écrit pour me dire à quel point ils avaient été heureux de participer à cette activité. Ils se sont montrés enthousiastes à l'idée de renouveler l'expérience », raconte Patrick. Il poursuit : « Les bénéficiaires comme les résidents se sentent écoutés, respectés et surtout utiles. Chacun trouve sa place, se sent reconnu et contribue à créer un échange humain riche et authentique. » Badia partage cet avis : « Les résidents sont souvent confrontés à l'isolement et ils se réjouissent toujours beaucoup de ces moments et de ces échanges. » Le mois prochain, rendez-vous est pris pour une nouvelle activité : ce sera un loto. Bingo !

« Chacun trouve sa place, se sent reconnu et contribue à créer un échange humain riche et authentique. »

Texte : Yves Bieri et Sophie Goldschmid
Photos : Aurélie Debusschère

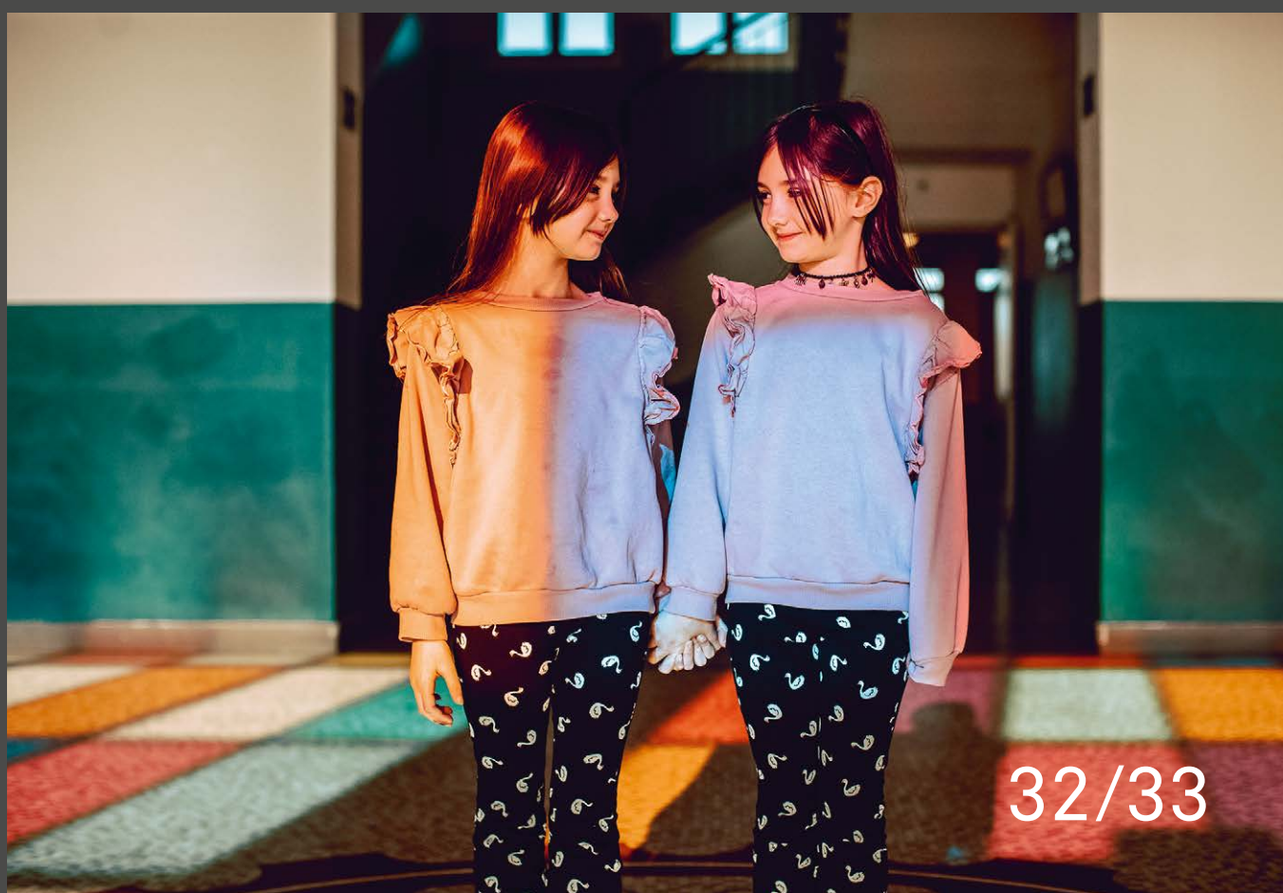
Migration & enfance

Avec « Migration & enfance », la photographe Aurélie Debusschère ainsi que Pascale Escher, travailleuse sociale au centre d'hébergement collectif (CHC) pour personnes migrantes d'Anières, ont souhaité donner la parole aux enfants du centre.

Ainsi, 15 résidentes et résidents de 7 à 12 ans ont raconté avec leurs mots la façon dont ils vivent au quotidien dans ce lieu, tout en posant dans leur endroit favori.

Ces portraits ont fait l'objet d'une exposition émouvante et spontanée qui a été présentée lors de la semaine portes ouvertes du centre en avril 2025. Elle a été tant appréciée qu'elle a été reprise en mai 2025 lors d'un événement du CHC pour personnes migrantes des Tattes, à Vernier. En novembre 2025, elle a également été exposée par les Services industriels de Genève (SIG) dans leur bâtiment du Lignon, puis par l'Hospice général lors d'une soirée organisée pour remercier ses bénévoles.

Découvrez à votre tour quelques extraits de ce magnifique projet au fil des pages suivantes.




BOYS
GOOD MOOD



↑ *Ezda, 7 ans*
Son lieu : l'immense salle de jeux

« Au foyer, ce n'est pas trop difficile, mais dans ma chambre c'est petit. Mes copines sont Caroline et Valentine. Je ne leur ai pas demandé de venir au foyer. Dans ma maison je pourrai les inviter. »

← *Ali, 9 ans*
Son lieu : le couloir d'entraînement

«Ce que j'aimerais dire aux gens, c'est que je suis un garçon normal, je ne fais pas trop d'histoires. »



↑ *Josué, 7 ans,*
Son lieu : la chambre incroyable

«Je vis avec ma maman et mon frère. Ici, il n'y a pas de bruit, on peut manger comme on veut. Mon plus grand rêve, c'est d'acheter une maison pour ma mère.»



↑ *Görkem, 12 ans*
Son lieu : les cages fabuleuses

«Je voudrais dire aux gens qui ne connaissent pas les migrants que nous sommes comme eux. Les gens sont racistes car ils ne nous connaissent pas. Quand je dis que j'habite dans un foyer, ils ne me parlent plus.»



Meriç, 11 ans
Son lieu : le jardin merveilleux

« Des fois, c'est difficile au foyer. Il y a des bagarres entre les enfants. Je n'aime pas habiter avec toute ma famille dans une seule chambre. C'est aussi difficile de se faire des copines à l'école, car je ne parle pas beaucoup le français. »





↑ *Graciano, 11 ans*
Son lieu : la bibliothèque grandiose

« Maintenant que des messieurs viennent au foyer nous aider à faire nos devoirs, je fais la même chose que mes copains de l'école. Avant, j'apprenais des choses différentes. »



↑ *Nesri, 9 ans*
Son lieu : le hall d'entrée arc-en-ciel

«Je voudrais que toutes mes amies restent au foyer et ne déménagent pas. C'est pas facile pour moi de les voir partir.»



Illustration : L'histoire de Maddy par Jean-Philippe Kalonji

Le journal de l'Hospice général
Les Uns & les Autres – N°3 – Février 2026
Abonnement et contact : journal@hospicegeneral.ch

Avec le soutien de la République et canton de Genève

Impression : Imprimerie ATAR, Genève
Tirage : 3'500 exemplaires

Responsable éditoriale : Anne Nouspikel
Rédactrice en chef : Delphine Bindschaedler
Maquette : Carolina Eckell, Anaïs Vidal
Mise en page : Anaïs Vidal
Photo 1re de couverture : Nora Teylouni

Ont participé à ce numéro :
Dino Belometti, Yves Bieri, Delphine Bindschaedler, François Chamorel, Sophie Goldschmid, Jennifer Ng Chin Yue, Anne Turrettini.

hospicegeneral.ch